

## Politique de gouvernance des données

Veillez noter que cette politique de confidentialité est susceptible d'être modifiée ou complétée à tout moment par l'ADSPL, notamment afin de se conformer à toute évolution législative, réglementaire, jurisprudentielle ou technologique. Dans un tel cas, la date de sa mise à jour sera clairement identifiée en tête de la présente politique. Ces modifications engagent l'utilisateur dès leur mise en ligne. Il convient par conséquent que l'utilisateur consulte régulièrement la présente politique de gouvernance des données et d'utilisation des cookies afin de prendre connaissance de ses éventuelles modifications.

### a) Principe

L'ADSPL garantit que les traitements de données, personnelles et non-personnelles, effectués dans le cadre de ses missions et services en tant que responsable de traitement, respectent les dispositions de la réglementation (i) relative à la protection des Données Personnelles comprenant les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; (ii) relative à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE, le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 ; (iii) portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 sur la gouvernance des données, le règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 ; (iv) relative aux communications électroniques, l'Ordonnance n° 2011-1012 du 24 août 2011 ; (v) relative à la Confiance en l'Économie Numérique (LCEN), la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 et de son décret n° 2011-219 du 25 février 2011. Ci-après ensemble la « réglementation en vigueur ».

Afin de respecter le principe de loyauté, de licéité et de transparence, la présente politique a pour objectif d'informer sur les conditions dans lesquelles l'ADSPL traite les informations recueillies pour l'exercice de ses activités.

Constitue une donnée personnelle « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (dénommée dans le RGPD « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ».

Constitue une donnée (non-personnelle) tout « élément brut composé de signes ». Ces signes peuvent être divers : un chiffre, image, lettre, etc. Elle est le résultat d'une mesure par exemple une statistique.

Elles peuvent être collectées par un outil ou une personne. Elles sont présentes et stockées au sein de l'ADSPL ou de ses prestataires.

## **b) Source des données**

Les données sont collectées :

- Directement auprès de la personne concernée ;
- Via des plateformes de services de publication et dématérialisation ;
- Via des plateformes de services de communication ;
- Via des plateformes de services d'intermédiation de données sur la base d'informations publiques.

## **c) Finalités**

Les données traitées ont pour finalité :

- La constitution et la mise à jour d'une base de données économiques, sociologiques et techniques pour répondre au besoin du financement, du développement et de l'animation du dialogue social et du paritarisme dans le secteur des professions libérales ;
- D'assurer la collecte de la cotisation conventionnelle destinée au financement du développement du dialogue social et paritarisme dans le secteur des professions libérales ;
- D'assurer la relance et conduire les éventuels contentieux liés au recouvrement ;
- D'assurer la répartition de la collecte et son versement aux organisations syndicales de salariés et aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives dans le périmètre des professions libérales selon les règles définies par l'Accord ;
- De suivre et contrôler l'utilisation des fonds dans le respect de l'Accord ;
- D'assurer la gestion administrative, juridique, comptable et financière, la formation et toutes les actions visant à faciliter l'organisation et le développement du dialogue social dans le respect de l'Accord ;
- La gestion de la logistique générale des CPRPL et leur financement ;
- La gestion de la représentation dans les instances paritaires nationales et territoriales de dialogue social dans le secteur des professions libérales conformément à l'article 6 de l'Accord ;
- La gestion des prestataires ;
- L'utilisation de moyens techniques pour la réalisation de ses activités ;
- L'organisation et la gestion des événements et l'envoi de toute communication visant à faciliter l'organisation et le développement du dialogue social dans le respect de l'Accord.

## **d) Base juridique du traitement**

La mise en œuvre de ces traitements, en dehors des cas où le consentement est demandé

Art. 6.1.a, est aux fins :

- De l'exécution d'un contrat, relation précontractuelle Art. 6.1.b
- D'intérêt légitime pour la gestion de bases de données et d'outils Art. 6.1.f
- De respect des obligations légales réglementaires Art. 6.1.c

Les traitements ne prévoient pas de décision automatisée.

#### **e) Catégories de personnes concernées**

- Les membres de l'ADSPL (personnel et représentants mandatés par leur organisation pour siéger dans les instances de l'ADSPL) ;
- Les prestataires et leur personnel ;
- Les utilisateurs des outils (entreprises et leur personnel ou mandataire) ;
- Les bénéficiaires des services ;
- Les participants à nos événements ;
- Les destinataires des communications ;
- Les visiteurs de notre site plateforme.

#### **f) Catégories de données appelées à figurer dans nos fichiers, voir également le détail dans nos Conditions Générales d'Utilisation du Service (CGUS)**

- Données d'identification telles que : *Civilité, Nom, Prénom, Adresse, Adresse e-mail, numéro de téléphone, Login/Mot de passe, numéro SIREN* ;
- Données professionnelles telles que : *Adresse e-mail, Adresse, numéro de téléphone, raison sociale, Fonction/Profession* ;
- Données d'ordre économique et financier telles que : *Montant de la cotisation, Avis de rejet bancaire, récapitulatif de déclaration, devis et factures de nos prestataires* ;
- Données sensibles telles que : *Appartenance syndicale uniquement des membres titulaires et suppléants siégeant dans les instances prévues par l'Accord* ;
- Données de connexion telles que : *Les logs* ;
- Autres données : *Motifs et contenu des messages des communications électroniques, données relatives aux événements telles que le type d'événement, la date, le mode d'organisation.*

#### **g) Durées de conservation**

Il s'agit de la période pendant laquelle les données personnelles seront conservées par le responsable de traitement. Le RGPD prévoit un principe de limitation de la conservation, la durée de conservation ne peut pas être illimitée.

Les données ainsi collectées par l'ADSPL sont conservées uniquement le temps nécessaire à l'atteinte de la finalité de leur collecte telles qu'indiquées ci-dessus. Dans certains cas, l'ADSPL a déterminé ses critères de conservation en respectant le principe de limitation et la doctrine de la CNIL. Ci-après, sort des données :

- Destruction des courriers revenus marqué non distribué, après première relance téléphonique ou par mail ;
- Destruction des comptes inactifs après 24 mois à compter de la date de la dernière connexion ;
- Destruction des Cookies après conservation de 13 mois ;
- Destruction des communications électronique après conservation de 90 jours ;
- Destruction des demandes d'exercice des droits après 3 ans.

## **h) Destinataires des données – Sous-traitance**

Les informations recueillies sont uniquement destinées à l'ADSPL qui est l'unique responsable de traitement.

Liste des sous-traitants impliqués dans le traitement :

- Le Groupe TESSI et ses filiales
- Sous-traitants du Groupe TESSI
  - Google LLC (hébergement du site et recaptcha)
  - Sinch Email / Mailgun (solution d'envoi des mails)
  - Matomo (cookies)
  - Tarteaucitron (bandeau cookies)
  - Diabolocom (éditeur système de téléphonie)
  - Veolia (destructeur papier)

Elles sont communiquées en interne aux personnes en charge de chaque traitement, les administrateurs et le personnel pour les seules finalités nécessaires à la réalisation des activités du service ou de l'objet social de l'ADSPL.

Elles sont communiquées que partiellement aux seuls destinataires externes avec lesquels l'ADSPL a signé un contrat ou convention de prestation.

## **i) Le transfert des données**

Nous ne transférons pas de données vers des pays situés hors de l'Union européenne. Les données sont hébergées en France et en Europe.

## **j) Registre**

L'ADSPL tient un registre des traitements tel que prévu par la réglementation qui doit être tenu à la disposition de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté) en cas de contrôle.

## **k) Mesures de sécurité**

L'ADSPL s'engage à respecter l'ensemble des obligations mises à sa charge par la réglementation en vigueur. Elle met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité de données traitées contre tout accès, utilisation ou modification non autorisés, toute suppression involontaire ou encore contre le vol de vos données. L'ADSPL traite l'ensemble des données dans ses propres bases de données à laquelle seules les personnes habilitées ont accès.

L'ADSPL veille à ce que les prestataires et partenaires respectent également la réglementation en vigueur.

## **I) Quels sont vos droits ?**

Conformément aux dispositions du RGPD, vous disposez des droits suivants sur vos données :

**Le droit d'accès** : les personnes peuvent demander à l'organisme la confirmation qu'il détient des données les concernant, en obtenir une copie pour en vérifier le contenu et solliciter certaines informations relatives aux caractéristiques du traitement mis en œuvre (finalités poursuivies, durées de conservation, identité des destinataires ou catégories de destinataires, sources des données, etc.) ;

**Le droit de rectification** : les personnes peuvent demander à l'organisme à ce que soient corrigées les données inexactes les concernant, ou à ce que soient complétées celles qui sont en lien avec la finalité du traitement ;

**Le droit de retirer son consentement** : lorsqu'un traitement de données est fondé sur le consentement préalable des personnes, celles-ci peuvent, à tout moment, sans justification particulière et via une modalité simple et équivalente à celle utilisée pour le recueillir, retirer leur consentement ;

**Le droit d'opposition** : dans de nombreux cas et notamment lorsque le traitement des données n'est pas fondé sur une obligation légale, les personnes peuvent s'opposer à tout moment, et pour des raisons tenant à leur situation particulière, au traitement de leurs données ; l'organisme doit alors cesser celui-ci, sauf s'il démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le poursuivre ou qu'il est nécessaire pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;

**Le droit à l'effacement** : les personnes peuvent obtenir la suppression de leurs données, dans un certain nombre de cas, notamment quand ces données ne sont plus nécessaires au regard de l'objectif poursuivi, font l'objet d'un traitement illicite, sont traitées à des fins de prospection ou ont été collectées par une plateforme de communication en ligne, en particulier lorsqu'elles étaient mineures, ou encore quand ces personnes ont retiré leur consentement, ou se sont opposées au traitement et qu'il n'existe pas de motif légitime impérieux justifiant la poursuite celui-ci ;

**Le droit à la limitation** : les personnes peuvent demander que leurs données soient temporairement « gelées » dans un certain nombre de cas, notamment lorsqu'elles exercent leurs droits d'opposition ou de rectification ; au cours du délai dont dispose l'organisme pour y répondre, celui-ci ne pourra pas les utiliser (sauf exceptions) ;

**Le droit à la portabilité des données** : lorsque les données sont traitées sur le fondement du consentement ou du contrat, les personnes peuvent recevoir celles qui les concernent et qu'elles ont fournies au responsable de traitement, les réutiliser et/ou les transmettre à un autre responsable de traitement.

### **m) Comment faire exercer mes droits ?**

Pour exercer vos droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez nous contacter :

- en utilisant le formulaire de contact sur ce service, votre demande sera traitée plus rapidement ;
- par courriel à l'adresse suivante : [dpo@adspl.fr](mailto:dpo@adspl.fr) ;
- par courrier à l'adresse suivante : 46, boulevard de la Tour-Maubourg – 75007 Paris

### **n) Délais de réponse ?**

L'ADSPL s'engage à répondre sous réserve des conditions décrites ci-après à votre demande d'accès, de rectification ou d'opposition ou toute autre demande complémentaire d'informations dans un délai raisonnable qui ne saurait dépasser 1 mois à compter de la réception de votre demande et de l'ensemble des éléments permettant d'y répondre. Pour l'ensemble de ces demandes et à des fins de sécurité et de confidentialité dans le traitement des données à caractère personnel qui incombent à l'ADSPL, vous êtes informés que votre demande sera traitée sous réserve que vous apportiez la preuve de votre identité, notamment par la production d'un scan de votre titre d'identité valide (sauf en cas de demande par notre formulaire électronique dédié en mentionnant votre Identifiant attribué par l'ADSPL) ou d'une photocopie signée de votre titre d'identité valide (en cas de demande adressée par écrit).

L'ADSPL vous informe qu'elle sera en droit, le cas échéant, de s'opposer aux demandes manifestement abusives (par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique). Il est rappelé que l'exercice de ces droits n'est pas absolu, et peut être limité pour des motifs d'intérêt légitime ou légaux de l'ADSPL.

Si vous estimez que, malgré notre réponse ou en l'absence de celle-ci dans le délai fixé par la loi, vos droits ne sont pas respectés, vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) depuis leur site [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr) ou par courrier : 3 place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex 07.